

*Le budget—M. Andre*

ne s'y intéresse pas, c'est sans doute parce qu'il s'est engagé à ne pas modifier la situation économique; ses bailleurs de fonds n'apprécieraient probablement pas cette ingérence qui risquerait de modifier les bases mêmes de l'économie.

**Le président suppléant (M. Corbin):** A l'ordre! Cette question devra passer pour une simple observation parce qu'il ne reste plus de temps pour y répondre.

**Une voix:** C'est injuste.

**Le président suppléant (M. Corbin):** C'est le Règlement qui le veut. Une période de dix minutes est prévue pour les questions et les observations, et ce délai est écoulé. Nous pourrions poursuivre uniquement si la Chambre acceptait à l'unanimité de laisser répondre le secrétaire parlementaire. Y a-t-il consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

[Français]

**M. Bujold:** Monsieur le Président, je voudrais remercier mes collègues de bien avoir voulu consentir à me donner la possibilité de répondre à mon ami du Nouveau parti démocratique. C'est exactement ce que nous faisons. Nous utilisons l'argent de l'assurance-chômage pour créer des emplois productifs, l'article 38, et le travail partagé. C'est ce que nous faisons présentement. Mais je voudrais dire à mon honorable collègue que nous pouvons créer des emplois dans la mesure du possible. Dans une petite municipalité des Îles-de-la-Madeleine, où nous comptons 2,000 pêcheurs, il est évident que nous ne les ferons pas ramer sur la mer l'hiver, simplement pour leur dire que nous allons créer des emplois. Nous avons pris des mesures dans ce sens-là au sein de notre propre ministère, et nous entendons continuer d'utiliser les fonds de l'assurance-chômage pour aller chercher les individus qui sont chez eux et les ramener sur le marché du travail. C'est ce que nous faisons, monsieur le Président, et c'est ce que nous allons continuer à faire.

[Traduction]

**M. Harvie Andre (Calgary-Centre):** Monsieur le Président, nous sommes en train de discuter d'un budget qui n'offre absolument rien dans l'immédiat pour les Canadiens. Les quelque deux millions de chômeurs que nous comptons actuellement n'auront toujours pas d'emploi. Le budget ne comporte absolument rien qui soit susceptible de dénouer ce dilemme, cette douloureuse tragédie que constitue le chômage. Pire encore, selon les prévisions du ministre, il y aurait moins d'emplois cette année. Non seulement le taux de chômage va augmenter, mais il y aura moins de personnes ayant un emploi. Il y aura moins d'emplois à la fin qu'il y en avait au début de l'exercice fiscal actuel. Et si le taux de chômage descend aussi bas, c'est parce que selon lui un nombre de plus en plus grand de Canadiens vont renoncer à travailler, vont quitter le monde du travail pour rejoindre les rangs des chômeurs. Or un budget qui aux dires même du ministre va créer moins d'emplois au Canada à une époque aussi difficile est un constat d'échec sur le plan social puisque le chômage est notre plus grave problème.

• (1730)

Mais à plus longue échéance, ce budget a de quoi semer la terreur parmi les Canadiens. Nous nous engageons sur la même voie que le Brésil, l'Argentine ou le Mexique, de tristes exemples sur le plan économique. Le gouvernement libéral refuse carrément d'admettre qu'on ne peut dépenser tout le temps plus que l'on gagne.

N'importe quelle personne sensée ne peut qu'être terriblement inquiète de l'avenir quand elle considère notre déficit et les prévisions concernant notre dette. On a prévu un déficit de 31.2 milliards de dollars pour cette année. C'est un déficit colossal, monsieur le Président. On peut toujours dire qu'en des temps aussi difficiles, il ne faut pas s'attendre à réduire le déficit, mais le ministre prédit que dans un an environ, avec un taux de croissance relatif de 5 p. 100—un taux de croissance que nous n'avons pas connu depuis les années 50, donc un taux de croissance extraordinaire—notre déficit en 1984-1985 sera de 28.7 milliards, de 26.6 milliards en 1985-1986 et de 25.6 milliards en 1986-1987. Cela nous place exactement dans la même catégorie que le Mexique, l'Argentine, le Brésil, la Pologne et la Roumanie, ces autres exemples exceptionnels de bonne gestion économique.

Peut-être avez-vous vu, hier soir, à l'émission télévisée de Radio-Canada «The Journal», le doyen des études de gestion à l'Université de Toronto. Selon lui, du fait de ces prévisions, les choses iront mal pendant un an ou deux et, l'année prochaine, nous pourrions peut-être être optimistes, mais, après cela, préparons-nous pour l'holocauste économique. Il prétend que les taux d'intérêt seront très supérieurs à ceux d'il y a un an et demi, dépassant 20 p. 100, et il déclare que la seule conséquence possible des déficits prévus est une inflation galopante.

Pour atteindre les 5 p. 100 de croissance réelle dont parle le ministre, il faudra que les hommes d'affaires investissent. Cela signifie que l'économie va se développer, ce qui exige de l'argent. Ils vont donc s'adresser aux marchés financiers, et essayer de puiser dans l'épargne des Canadiens. Mais le gouvernement sera là également, car il doit financer les déficits monstrueux et rembourser les déficits accumulés. Cette concurrence ne peut finalement qu'aboutir à la hausse des taux d'intérêt. Si la Banque du Canada n'augmente pas la masse monétaire, le jeu de l'offre et de la demande entraînera une augmentation des taux d'intérêt; si la Banque du Canada fait marcher la planche à billets, ce sera l'inflation, causée par ce gonflement de la masse monétaire, ce qui conduira finalement à des taux d'intérêt élevés. Quelle que soit l'hypothèse, le résultat est inévitable.

Une seule façon de s'en sortir: un retour à la récession, amenant les entrepreneurs à se retirer des marchés financiers. C'est ce que nous avons connu l'an dernier. La dépression freinera la hausse des taux. Le cycle dans lequel nous nous trouvons, provoqué par la mauvaise gestion de ce gouvernement, est à la base des prévisions du doyen des études de gestion de la plus grande université canadienne.